

# REVUE DE PRESSE 2013



## François Baroin rencontre des patrons et des élus

« L'économie française repose moins sur les patrons du Cac 40 que sur les PME. » Et c'est précisément les patrons de ces petites entreprises que François Baroin, ex-ministre de l'économie, est venu rencontrer hier, au siège de l'Union des entreprises 35. Pas de leçon à donner « **moins d'un an après notre défaite** », mais une expertise à faire partager, pour celui qui a eu à gérer la crise grecque, une période historiquement chahutée et « **je crois sans équivalent depuis la crise des années 30** ». Son livre *Journal de crise* témoigne de ces années de pouvoir, des pages à exploiter pour les étudiants de Sciences po qu'il a



rencontrés également hier, à l'IEP. Pour le député de l'Aube et maire de Troyes, confronté chaque jour aux difficultés des PME, la France doit « **profiter de la crise pour se réformer** », autrement dit « **réduire ses déficits et alléger les charges afin de réduire le coût unitaire du travail** ».



## François Baroin en conférence lundi à Rennes

L'ancien ministre va rencontrer des patrons, des élus et des étudiants pour parler du nouvel ordre économique mondial.

### Trois questions à...



**François Baroin**, ancien ministre du Budget, puis de l'Économie.

François Baroin sera à Rennes lundi 25 mars, pour une rencontre à 17 h avec des chefs d'entreprises et des élus sur « la maîtrise des dépenses publiques et le financement de l'économie », suivie d'une conférence à l'Institut d'études politiques sur le thème « Crise mondiale, vers un nouvel ordre économique » autour de son livre « Journal de crise », publié aux éditions J.C. Lattès.

**Votre avis sur le risque de faillite de l'économie chypriote ?**  
Ce qui se passe à Chypre, où l'on

voit des pancartes montrant Angela Merkel déguisée en Hitler, est préoccupant et douloureux. L'île est pieds et poings liés à ses créanciers. En refusant l'argent que ses alliés européens lui proposent, elle préfère le risque de faillite plutôt qu'un plan de sauvetage et la remise en cause de son système bancaire. L'île est une zone grise, qui n'est pas suffisamment claire au regard des systèmes existants de régulation des flux financiers.

### Que pensez-vous de la réduction du budget de la Défense, dans le contexte de l'intervention française au Mali ?

C'est intenable et pas responsable ! Réduire de 1,6 % à 1,2 % la part du PIB consacrée à la Défense nationale, va amputer d'un tiers les moyens, avec des conséquences sur l'emploi dans ce secteur. L'effort collectif de réduction des dépenses est une chose, mais dans le même temps le gouvernement crée 60 000 postes dans l'Éducation nationale.

La France, engagée par le passé en Libye et aujourd'hui au Mali, ne se donne pas les moyens de ses ambitions, sans parler de ses obligations en tant que partenaire de l'Otan.

### Quel message allez-vous délivrer lundi aux chefs d'entreprise d'Ille-et-Vilaine ?

Je viens surtout pour les écouter. Comme maire de Troyes et député de l'Aube, je mesure chaque jour l'impact de la crise sur la trésorerie des PME. Nous subissons un climat de défiance qui génère l'instabilité et se traduit par une croissance atone. Moins d'un an après avoir quitté le pouvoir, je ne prétends pas donner des leçons. Mais la direction prise par le gouvernement n'est pas la bonne. Tous les pays européens les plus exposés à la crise s'appuient sur celle-ci pour se réformer et libéraliser leur économie, pas la France...

Recueilli par  
**Laurent LE GOFF.**

## DISTINCTION

### Les insignes de la Légion d'Honneur remis à Joël CHERITEL Président de l'UE 35 par la Présidente nationale du MEDEF Laurence PARISOT



En présence de très nombreux chefs d'entreprises et de personnalités de la région, le Président de l'Union des Entreprises 35 Joël CHERITEL a reçu, le 1<sup>er</sup> février dernier, des mains de Laurence PARISOT la Présidente du MEDEF, les insignes de chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur dans les salons de l'Hôtel de Ville de Rennes.

Une distinction saluée par le Maire Daniel DELAVEAU et le Président du Conseil général Jean-Louis TOURENNE qui ont, l'un et l'autre, souligné "les grandes qualités humaines d'un homme au caractère bien trempé qui parle peu mais écoute beaucoup".

A l'évidence ravi de l'hommage rendu par ces deux élus socialistes à un entrepreneur, la Présidente du MEDEF s'est, pour sa part, livrée à quelques confidences sur le parcours éloquent de Joël CHERITEL.

"C'est ici, en Bretagne, que tu es né le 18 février 1955 à Pont-Melvez dans les Côtes-d'Armor. C'est en Bretagne toujours que tu as grandi dans la ferme de tes parents où on ne parlait que breton.

C'est en Bretagne également, à Guingamp, que tu as étudié et appris le français jusqu'à y obtenir ton BEP comptabilité.

C'est encore en Bretagne, après avoir cherché à voie durant quelques années, que tu as implanté, en 1993, ton entreprise RETIS COMMUNICATION à Montauban-de-Bretagne où se trouve toujours son siège social.

Une entreprise passée de 10 à 140 salariés avec un chiffre d'affaires de 22 millions d'euros et des dizaines de clients accompagnés dans leur développement à l'étranger...

Une entreprise qui fêtera ses vingt ans en juin prochain.

Une belle aventure et une belle réussite.

C'est enfin en Bretagne que tu t'es engagé au service des autres entreprises. D'abord au Centre des Jeunes Dirigeants de Rennes au début des années 80 et aujourd'hui à la tête de l'UE 35.

Pour toutes ces raisons, je suis heureuse que tu sois sur ces terres auxquelles tu es resté fidèle et que l'on te rende hommage. Même si tu n'en



Présidente Nationale du MEDEF Laurence PARISOT remet les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur à Joël CHERITEL.

révais pas forcément enfant, tu étais fait pour le job. J'en veux pour preuve le Trophée des champions de l'emploi décerné à ton entreprise RETIS COMMUNICATION pour la région Ouest. Un trophée qui récompense l'entreprise la plus dynamique en termes de créations d'emplois."

Visiblement très ému par tous ces hommages et un portrait particulièrement flatteur, Joël CHERITEL s'est attaché à rendre à son tour hommage à ses prédécesseurs, Alain de Gouville, Pierre Legris, Jacques Gueutier, Georges Coudé, Henri Chevet, Michel Melot et bien sûr Patrick CARE aujourd'hui engagé au MEDEF national.

"Nous avons ici un enthousiasme et une énergie pour défendre nos entreprises que d'autres régions ou départements nous envient quelquefois. Cela tient d'une tradition forte de concertation soutenue par le trait de caractère des Bretons confie Joël CHERITEL. Dès qu'un danger menace, dès que l'intérêt commun est en jeu, les Bretons que nous sommes savons nous réunir pour agir comme un seul homme. En disant cela, je pense à la LGV qui rapprochera, en 2016, la Bretagne du cœur de la France. Je pense aussi à l'Ecotaxe.

Sous la bannière du MEDEF Bretagne et de son Président Patrick CARE nous avons en effet obtenu une diminution très importante de cette taxe qui allait pénaliser l'économie bretonne, injustement, en ramenant de 110 M€ à 40 M€ annuels notre contribution, soit 63 % de moins.

"Ces batailles souligne encore Joël CHERITEL, nous les menons aussi avec nos élus et nos collectivités dans un esprit de collaboration et de convivialité remarquable comme en témoigne la présence ce soir de Jean-Louis TOURENNE et de Daniel DELAVEAU ainsi que de nombreux élus de notre territoire.

Collaboration avec l'Etat également et ses représentants en Ile-et-Vilaine : le Directeur départemental du travail Gilles MATHEL et le Préfet Michel CADOT, sans oublier les parlementaires, et le Président de la CCI Bretagne Alain DAHER, lui aussi distingué de ce même ordre de la Légion d'honneur le 1<sup>er</sup> janvier dernier."



Lors de la cérémonie à l'hôtel de ville, le maire Daniel DELAVEAU a salué le parcours "exceptionnel" de Joël CHERITEL.

A la tête de l'UE 35 depuis six ans, Joël CHERITEL ne cesse de rappeler que c'est l'entreprise qui crée des richesses et des emplois et contribue, pour l'essentiel, au rayonnement de la France.

Son vœu le plus cher aujourd'hui : "faire du dialogue social un lieu de négociation permanent pour faire gagner la France et lui permettre de retrouver son rang sur la scène économique internationale".

Non sans avoir dédié cette médaille pour moitié à ses collègues du bureau de l'UE 35 et pour moitié à Véronique son épouse, à ses côtés en toutes circonstances, c'est en breton que Joël CHERITEL a conclu en gardant le mot de la fin pour sa maman Marie "solide comme le granit breton avec ses 86 printemps" et particulièrement fière, en ce 1<sup>er</sup> février 2013, de l'ainé de ses quatre enfants qu'elle aurait bien vu rester à la ferme pour prendre la relève !

Mais un autre destin attendait Joël CHERITEL...



Les chefs d'entreprises à l'unisson pour saluer le remarquable parcours de Joël CHERITEL.



## La Légion d'honneur à Joël Cheritel

Un hommage a été rendu au président de l'Union des entreprises 35, dirigeant de Retis Communication.



Laurence Parisot, présidente nationale du Medef, a remis hier l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur à Joël Cheritel.

Sa société, partie de rien il y a près de 20 ans à Montauban-de-Bretagne, emploie aujourd'hui 150 salariés, pour 22 millions d'euros de chiffre d'affaires. Retis Communication installe des réseaux de téléphonie dans le monde entier. C'est déjà beaucoup mais pas assez pour dire le parcours de Joël Cheritel.

Né en 1955 du côté de Guingamp, le gamin qui ne parlait que breton jusqu'à ses six ans, qui faisait 4 km à pied pour aller à l'école, a appris les valeurs du travail dans la ferme familiale. Il était taillé pour réussir.

### Une conclusion en breton

Il a démarré dans la vie avec un BEP de comptabilité et ses armes à lui : « **Homme au caractère bien trempé, qui parle peu mais écoute beaucoup** », a dit Jean-Louis Tourenne. Le président du conseil général, le maire de Rennes Daniel Delaveau, ont salué en lui « **des qualités humaines qui font l'unanimité** ».

Laurence Parisot aussi ! « On a

**l'habitude en pareille occasion de dire des choses plus positives que négatives**, avoue la présidente du Medef. **Mais ce soir, ce ne sera pas un exercice forcé. Car tu fais partie de ceux qui incarnent le mieux l'esprit d'entreprise et les qualités du dirigeant : l'énergie, la ténacité, l'audace, qui ne vont pas sans la bienveillance et la générosité.** »

Joël Cheritel, président de l'Union des entreprises 35 depuis six ans, travaille sans relâche à « **faire aimer l'entreprise** », en jetant des ponts en direction des jeunes surtout, « **de l'école à l'université** ». L'insigne reçu hier soir, il l'a dédié à « **pour moitié aux équipes qui m'entourent, au Medef et dans l'entreprise, pour l'autre moitié à Véronique, ma femme.** »

Et les derniers mots de son discours, en breton ceux-là, sont allés à sa maman, pas peu fière de son fiston hier soir.

Laurent LE GOFF.





Ouest France | 8 février 2013

## Vingt et une entreprises ont signé le Pacte mondial

La responsabilité sociétale (ou sociale) des entreprises (RSE) a fait l'objet d'un colloque, initié par l'Union des Entreprises 35, la délégation régionale du Medef en Ile-et-Vilaine. Cent douze dirigeants d'entreprise de tailles diverses (TPE, PME et grandes entreprises) y ont participé. L'événement était organisé en partenariat avec Groupama Loire Bretagne pour sensibiliser les chefs d'entreprise aux enjeux du développement durable. Plusieurs entrepreneurs engagés dans cette démarche de RSE ont témoigné. « **À travers**

**ces témoignages nous souhaitons donner aux dirigeants des axes concrets de travail** » indique Joël Chéritel, président de l'UE 35.

Le colloque s'est terminé par une campagne d'adhésion au Pacte mondial (Global Compact). Il énonce dix principes relatifs aux droits de l'homme, aux conditions de travail, à l'environnement et la lutte contre la corruption. Au total, 21 entreprises du département ont signé ce Pacte mondial, lancé en 2000 par les Nations-Unies.



## ENQUÊTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE L'UNION DES ENTREPRISES (UE 35) PREND LE POULS DE SES ADHÉRENTS

### 457 entreprises interrogées entre le 8 et le 19 octobre 2012

L'Union des Entreprises UE 35 vient de rendre publique l'enquête de conjoncture économique réalisée entre le 8 et le 19 octobre dernier auprès de 475 entreprises adhérentes. Premier constat : les carnets de commandes affichent des baisses de 10 à 20 %, voire plus, avec une baisse brutale d'activité depuis le second trimestre 2012.

Pour beaucoup de dirigeants *"les demandes de devis sont toujours là mais pas de prises de décisions"*.

Concernant l'évolution prévisible des carnets de commandes dans les mois à venir, celle-ci devrait être en baisse pour 54 % des entreprises interrogées (contre 23 % en hausse).

**"2013 s'annonce dans l'ensemble inférieure de 10 % à 2012 avec de gros aléas économiques"**.

Pour 58 % des personnes interrogées, les marges devraient être en baisse en 2013. Principales raisons avancées : la forte concurrence internationale en quête de travail, l'arrivée sur le marché de la concurrence espagnole et des pays de l'Est et une forte hausse des matières premières.

Comparé à l'an dernier, à la même époque, 50 % des entreprises prévoient une facturation inférieure de 15 % sur douze mois.

Concernant les effectifs, 46 % des dirigeants interrogés les prévoient à la baisse contre 15 % seulement à la hausse. Premières victimes : les intérimaires qui devraient voir leurs effectifs reculés de 300 personnes.

Dans la plupart des cas, les départs à la retraite ne devraient pas être remplacés. 52 % des entreprises interrogées n'envisagent pas de recrutements dans les douze mois qui viennent. 18 % les jugent peu probables.

Au chapitre de la trésorerie, les comptes clients ont nettement tendance à se tendre. Pour 52 % des personnes consultées par l'UE 35, les trésoreries sont en baisse comparées à la même époque l'an dernier (contre 12 % seulement en hausse et 36 % stable).

Concernant les relations des entreprises avec leurs partenaires bancaires (relations qui font souvent l'objet de commentaires contradictoires), celles-ci sont jugées bonnes par 68 % des dirigeants interrogés, voire excellentes pour 28 % d'entre eux. Seuls 4 % estiment qu'elles se dégradent.

En revanche, 65 % des chefs d'entreprises interrogés craignent que ces relations se dégradent si les baisses de trésorerie devaient perdurer.

**"Les banques ne peuvent plus faire leur métier et prennent de moins en moins de risque"**, ce qui, selon l'UE 35 contribue à geler l'activité.

Interrogées sur leur vision de l'avenir, 50 % des chefs d'entreprises envisagent un développement sur le marché régional actuel ou national et seulement 35 % à l'international, alors que 44 % des dirigeants interrogés ont déjà une activité à l'international.

Si 61 % des entreprises contactées envisagent un développement par l'innovation, beaucoup jugent la délocalisation inéluctable face aux concurrents aux coûts de main-d'œuvre très inférieurs.

Pour 84 % des adhérents de l'UE 35 interrogés, le manque de visibilité constitue la principale contrainte au développement.

**"En raison d'une concurrence massive venue des pays de l'Est et de l'Espagne, la fidélisation de la clientèle est de plus en plus difficile"**.

Face à des décisions politiques le plus souvent incompréhensibles, la plupart des entreprises reconnaît que la situation économique s'est fortement dégradée.

Avec une fiscalité en hausse, une crise de confiance généralisée et des banques frileuses, 67 % des entreprises prévoient de limiter au maximum leurs investissements.

Autre sujet d'inquiétude : les contraintes administratives jugées trop fortes pour 68 % des personnes consultées : délais trop longs pour obtenir des autorisations de permis ou les déclarations préalables, les dirigeants ne sentent pas de soutien de leur part. **"Toujours dans la sanction, jamais dans le conseil. Le manque de confiance rend les relations difficiles"**.

Interrogés sur les mesures relatives à l'économie, 96 % des chefs d'entreprises font une priorité de la diminution des charges sur les salaires.

Vient ensuite la baisse de l'impôt société en fonction de la destination des résultats (pour 64 % d'entre eux) et l'augmentation du temps de travail dans l'entreprise (pour 56 %).

De cette enquête il ressort la nécessité d'assouplir la législation sur les licenciements.

Autres priorités :

- Remettre en place les exonérations des charges sur les heures supplémentaires ;
- Permettre à ceux qui travaillent de gagner plus que ceux qui ne travaillent pas ;
- Obliger les demandeurs d'emploi à accepter les emplois correspondants à leur expérience ;
- Diminuer les contraintes liées aux plans sociaux ;
- Réécrire un code du travail devenu illisible.

Rappelez-vous Coluche : **"Lorsque le code du travail faisait 300 pages, la France comptait 300 000 chômeurs. Il en fait aujourd'hui 3 000. Il y a en France plus de 3 millions de chômeurs."**

Cherchez l'erreur !